Commission Exécutive
relevé de décisions

Relevé de décisions de la CE de l'UD
Du vendredi 10 septembre 2021

ABRIL Fabien	**Exc**	GÉREAUD ÉRIC	**P**	ROBERT Françoise	**Exc**
ANDRIEU Delphine	**P**	HERVÉ Stéphane	**Exc**	SAIVRES Thierry	**Exc**
AUDIDIER Renaud	**P**	LABLANCHE Michaël	**P**	TESSERON Jean-Pierre	**Exc**
AUDUBERT-LALANDE Gwladys	**Exc**	LAGARDE Jean-Marie [CFC]	**Exc**	TUYERAS Julien	**P**
BARRET Cathy	**Exc**	LAVERGNE Véronique	**P**	VAN DEN BUSSCHE Jean-Charles	**P**
BARRI Mickaël	**P**	MORABITO Pierre	**P**	VOISIN Alfredo	**P**
BRUNET Véronique	**P**	NEYPOUX Mathieu	**P**	WALLART Jacky	**Exc**
CARDE Alain Michel	**P**	OUVRARD Benoît [CFC]	**P**		
DA GUIA Julien	**P**	PASCAUD Christian [CFC]	**Exc**		
DAMOUR Viviane	**P**	RAYMOND Jérôme	**P**		
INVITÉS :					
BOUYER Daniel [IN.DE.CO.SA.]	**Exc**	PEETERS Colombe [UL Horte & Tardoire]	**Exc**		
[USR Retraités] D. BAUDOUT	**P**				
GASTOU Patrick [UL Sud Charente]	**P**				
VALADE Éric [Représentant confédéral]	**P**				

***P**résent(e) / **E**xcusé(e) / **A**bsent(e)*

*La présidence est assurée par **Pierre MORABITO***

1. Actualités *(Véronique LAVERGNE)*

A partir du rapport d'actualité de l'AG de rentrée, complété d'informations par Véronique LAVERGNE, les membres de la CE de l'UD échangent sur la situation sociale. Les débats autour notamment de la mise en place du Pass Sanitaire permettent de rappeler à tous la position claire de la CGT à ce sujet (voir communiqué de presse UD du 27 juillet). Les membres réaffirment que c'est sur les lieux de travail que nous devons lutter contre sa mise en place, et nous devons assurer aux salariés concernés que nous les défendrons. Comme l'ont montré les camarades du CHS Camille Claudel, la mise en place de ce Pass se combat dans les structures avec les salariés en utilisant les modalités d'action qu'ils décident en allant jusqu'à la grève si nécessaire. Il est nécessaire d'aller au contact avec les syndiqués et les salariés pour échanger et aussi les interpeller sur les revendications portées par la CGT sur les 32 heures, l'augmentation des salaires et pensions, le SMIC à 2000€ mensuels…La situation

économique actuelle nous montre que malgré les effets de la pandémie le Capital ne s'est jamais aussi bien porté, et que nous devons lutter pour une meilleure et plus juste répartition des richesses. La vaccination et la mise en place de Pass sanitaire ne sont là que pour permettre la continuité de la relance économique et pour pallier la casse de l'hôpital public qui se retrouve en incapacité d'absorber les flux suite aux destructions massives de lits et services depuis des années.

Pour le 5 octobre, les membres de la CE demandent un appel fort autour des mots d'ordre sur les salaires, la meilleure répartition des richesses et l'amélioration des conditions de travail.

À l'issue des débats, le présidente de la réunion fait procéder au vote sur les différentes propositions :

A l'unanimité, la Commission Exécutive décide pour le 5 octobre :

- **D'être représentée par le secrétariat lors de l'intersyndicale du 13 septembre**
- **D'y porter les propositions suivantes :**
  - **un appel à la grève dans les entreprises et services**
  - **un moment d'action fort avec l'organisation d'une manifestation départementale**
  - **la construction d'un plan de travail avec des distributions de tracts en intersyndicale dans les entreprises et auprès de la population Charentaise**

2. Mise en place des référents d'UD (Véronique LAVERGNE)

Annexe 1 (Pièce jointe)

Les membres de la CE présents se voient remettre un dossier individuel contenant les fiches de chaque syndicat dont il sera le référent. Le rôle est de nouveau abordé, en insistant sur la nécessité de remettre du lien et du liant avec les syndicats pour leur (re) donner l'envie de (re) venir dans les structures interprofessionnelles. Les membres de la CE sont invités à prendre contact avec les syndicats dès la semaine prochaine pour :

- Mettre à jour la fiche de connaissance du syndicat et y apporter les corrections nécessaires
- Interpeller le syndicat sur les 2 actions importantes à venir que sont la Conférence Vie Syndicale et les Assises Jeunes en les invitant à s'y inscrire rapidement.
- Echanger sur la journée d'action et de mobilisation du 5 octobre en les invitant à organiser des AG des syndiqués pour préparer cette journée

Un premier point sera fait lors de la prochaine CE.

3. Plan de syndicalisation 2021-2023 (Michaël LABLANCHE) :

Annexe 2

Le plan de syndicalisation est présenté aux membres de la CE avec les explications nécessaires à la compréhension de sa construction. Le choix important de cibler des syndicats pour lequel un potentiel de syndicalisation important a été identifié donne des perspectives de travail intéressantes qui vont nécessiter l'implication de tous. L'UD va également continuer le travail entamé avec les FD concernées par ce plan pour croiser les plans de visite notamment et tenter de conjuguer les moyens.

À l'issue des débats, le présidente fait procéder au vote.
À l'unanimité, la Commission Exécutive valide le plan de syndicalisation proposé.

4. Point Orga (Véronique BRUNET)

Annexe 3

Véronique BRUNET présente à la CE de l'UD les éléments d'orga arrêtés au 31 août 2021. Concernant l'exercice 2020, il reste encore quelques syndicats qui n'ont toujours pas réglé, et certains qui ont « fermé le boutique ». Le constat amer est que l'exercice, même en récupérant les FNI en retard, accusera un recul massif du nombre de syndiqués en Charente en passant certainement pour la 1ère fois depuis de nombreuses années sous les 4000 syndiqués. Ce chiffre conforte la CE dans son choix de travailler la syndicalisation et le renforcement et doit interpeller les syndicats très fortement sur le travail à initier en ce sens.
Concernant l'exercice 2021, les Uls vont recevoir en début de semaine prochaine l'état d'orga de leur territoire et devront contacter les syndicats qui n'ont pas encore versés. Le seul point positif reste une avance importante sur les reversements de date à date sur cet exercice, pour autant cela ne présage pas d'une éventuelle augmentation finale du nombre de syndiqués.

5. Questions diverses

- ✓ *Avenant AGIRC ARRCO* : les membres de la CE de l'UD, invités à se positionner sur cette proposition de signature d'accord national, se sont **positionnés unanimement contre la signature**. A l'issue de la consultation des organisations du CCN, la CGT ne signera pas cet accord.
- ✓ *Fiches revendicatives :* L'UD va transmettre aux membres de la CE les éléments communiqués par la Confédération afin que chaque membre puisse exprimer son opinion sur ces évolutions.
- ✓ *Conférence de presse de rentrée :* L'UD va faire une conférence de presse le jeudi 16 septembre à 17h à laquelle il est décidé de faire participer la santé, l'éducation, l'action sociale, la fonction publique territoriale et des entreprises du privé (Naval Group, Leroy Somer). Cette conférence visera à exprimer les positions de la CGT sur les différents sujets de rentrée concernant ces différentes professions.
- ✓ *Situation des camarades absents à la CE de l'UD :* Nous sommes face à deux situations de camarades ne pouvant participer à nos réunions.
  La première concerne Jacky WALLART qui n'a pu pour le moment participer à aucune réunion pour un problème de temps syndical. Jacky avait demandé à l'UD du temps confédéralisé, mais ce temps, mis à disposition par la FD Cheminots à la Confédération, est utilisé pour des camarades avec les responsabilités de SG d'UD ou secrétaire à l'orga, rôle que n'occupe pas Jacky. Le secrétariat lui a proposé une rencontre le soir de l'AG avec un autre membre du

syndicat afin de travailler à de possibles solutions, malheureusement le camarade a du décliné le rendez-vous au dernier moment. Pour autant, après échange avec les membres de la CE, Michaël est mandaté pour interpeller le secteur fédéral afin d'étudier avec eux si des détachements peuvent être attribués au camarade pour son activité à l'UD.
L'autre situation concerne les camarades du syndicat des petites collectivités, Françoise ROBERT et Cathy BARRET et plus particulièrement la première nommée. En effet, le syndicat a effectué une demande d'inscription de la camarade sur les listes du Centre de Gestion afin qu'elle puisse utiliser le temps syndical résultant du résultat des dernières élections de la Fonction Publique. Cette inscription est soumise à la validation de la CSD. Michaël a rencontré la SG de la FD des Services Publics afin de trouver une solution à cette situation. Ces échanges ont permis de clarifier un certain nombre de points, Michaël va maintenant se mettre en relation avec la CSD afin qu'une solution rapide soit trouvée pour solutionner cette situation.

ANNEXE 2

Projet de syndicalisation
Union Départementale de CHARENTE
2021-2023

Notre union départementale s'est engagée dans une démarche de syndicalisation.
Il s'agit de construire une véritable politique de développement de la CGT sur notre département s'inscrivant dans la durée, celle-ci à partir de l'état des lieux du salariat de notre union départementale et de nos forces organisées CGT (document envoyé par l'espace « Vie syndicale » : état des lieux des départements) s'articulant autour de trois axes de travail

- Renforcer la CGT où nous sommes présents.
- Implanter la CGT où nous sommes absents.
- La structuration

Renforcer la CGT où nous sommes présents :

Nous avons ciblé 35 syndicats où notre objectif est de réduire l'écart entre les votants CGT et notre nombre de syndiqués (voir tableau ci-après).
Ainsi la première étape de notre projet vise à rencontrer les syndicats ciblés afin de travailler à un état des lieux partagés et concrétiser un projet de renforcement.
En fonction de l'engagement des syndicats et des difficultés rencontrées les cibles et les objectifs de renforcement sont susceptibles d'évoluer

ENTREPRISES	Nombre de Salariés	Résultats Elections	Nombre d'adhérents	Fédération dont dépend le syndicat	Camarade en charge du suivi	Fréquence de rencontre avec le syndicat
SAICA PACK	197	97	43	FILPAC	LAVERGNE V	TRIMESTRE
MONIER SAS	147	10	3	VERRE ET CERAMIQUE	LAVERGNE V	TRIMESTRE
SOFPO	209	134	15	FILPAC	LAVERGNE V	TRIMESTRE
LEGRAND	78	42	8	METALLURGIE	GEREAUD E.	TRIMESTRE
TERREAL	342	81	34	VERRE ET CERAMIQUE	LAVERGNE V.	TRIMESTRE
CLINIQUE ARC EN CIEL	93	31	4	SANTE ACTION SOCIALE	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
COURVOISIER	164	58	22	AGRO	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
TARANSAUD	226	32	8	BOIS CONSTRUCTION	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
ADAPEI	593	128	8	SANTE ACTION SOCIALE	LAVERGNE V.	TRIMESTRE
ARTS ENERGY	247	48	12	METALLURGIE	GERAUD E.	TRIMESTRE
AUCHAN	606	110	6	COMMERCE	LAVERGNE V.	TRIMESTRE
CAF	168	59	19	ORGA SOCIAUX	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
GEANT CASINO	126	41	7	COMMERCEE	LAVERGNE V.	TRIMESTRE
EIFFAGE	221	71	12	FNCBA	GEREAUD E.	TRIMESTRE
FIRST LABO	71	33	6	METALLURGIE	GEREAUD E.	TRIMESTRE

GROUPE HUMANIS	132	National	18	ORGA SOCIAUX	LAVERGNE V.	TRIMESTRE
IPC	51	41	3	FILPAC	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
LA CHARENTE LIBRE	93	33	10	FILPAC	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
LEROY SOMER	909	164	41	METALLURGIE	GEREAUD E.	MENSUELLE
LIPPI	90	51	14	METALLURGIE	GEREAUD E.	TRIMESTRE
MUTUALITE CHARENTE	569	108	20	ORGA SOCIAUX	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
SCHNEIDER	920	129	32	METALLURGIE	GEREAUD E.	MENSUELLE
VERIPLAST	87	57	20	METALLURGIE	GEREAUD E	TRIMESTRE
FAURECIA	92	49	3	THC	LABLANCHE M.	TRIMESTRE
APEC MONTMOREAU	362	117	21	SANTE	LAVERGNE V.	TRIMESTRE

Implanter la CGT où nous sommes absents :

Nous avons choisi de retenir des établissements qui offrent un potentiel de syndicalisation. Dans un premier temps nous allons travailler pour chacune des entreprises, à un suivi régulier par un syndicat qui aura pour objectif d'aller régulièrement à la rencontre de ces salariés inorganisés. L'évaluation se fera autour de la régularité des rencontres.

Les entreprises ciblées sont :

Fédération	Entreprise ou Zone	Lieu	Nombre de salariés	Objectifs / Fréquence des rencontres	Responsable
Commerce	Base Intermarché	Roullet	224	2 fois par trimestre	Pierre MORABITO
Commerce	Lidl	Vars	1280	1/mois	Véronique LAVERGNE
Métallurgie	SNRI	Ruffec	147	1 /trimestre	Eric GEREAUD
Métallurgie	Grégoire SAS	Cognac	185	1/ts les 2 mois	Eric GEREAUD
Métallurgie	Cassidian ATS	Cognac	141	1/ts les 2 mois	Eric GEREAUD
Santé Action sociale	Centre Clinical	Soyaux	284	1/mois	V. LAVERGNE
Santé Action sociale	CSSR Les Glamots	Roullet	202	1/mois	V. LAVERGNE
Commerce	Carrefour	Soyaux	284	1/ts les 2 mois	V. LAVERGNE
Commerce	Ateliers dungoût	Barbezieux	144	1/ts les 2 mois	V. LAVERGNE
Métallurgie	Sodatec	Touvre	190	1/ts les 2 mois	E. GEREAUD
Orga sociaux	SMATIS	Angoulême	149	1/ts les 2 mois	V. LAVERGNE
Transports	Suez RV	Mornac	99	1/ Trimestre	V. LAVERGNE
FNAF	Grand'Ouche	Réparsac	144	1/ Trimestre	V. LAVERGNE
FNCBA	Colas	St Yrieix	103	1/ Trimestre	V. LAVERGNE
FNCBA	Toubois	Chasseneuil	70	1/ Trimestre	V. LAVERGNE
Métallurgie	Technival	Champniers	52	1/ts les 2 mois	E. GEREAUD
Santé	IME Ma Campagne	Angoulême	40	1/ Trimestre	V. LAVERGNE
Métallurgie	Socometa	Exideuil	87	1/ Trimestre	V. LAVERGNE

Afin de poursuivre encore mieux notre travail de syndicalisation dans ce secteur, l'union départementale mettra tout en œuvre pour que les fédérations concernées soient informées de notre démarche et associées pour nous aider au développement d'une activité CGT dans les entreprises ciblées. L'objectif final vise à la création de syndicats dans ces entreprises.

Structuration de nos forces organisées :

Par ailleurs, si nous faisons de notre développement à travers ce projet une priorité pour notre union départementale, il nous faut dans le même temps réfléchir à la structuration de nos forces organisées : A partir de l'état des lieux de notre territoire, travailler à ce que tous les « isolés » de notre union départementale rejoignent un syndicat : « pas de syndiqué sans syndicat »
Pour ce qui concerne les syndicats existants, un travail est à mener sur la tenue d'Assemblée Générale régulière de syndicats (au moins une AG par an) et la mise à jour des statuts en lien avec les critères de représentativité : Faire vivre pleinement la démarche où le syndiqué est véritablement acteur et décideur des décisions du syndicat.
Ce projet est la propriété collective de tous les militants de la CGT de notre département.
Il constitue l'élément fédérateur de notre démarche collective de renforcement au service de l'amélioration des rapports de force, il fera l'objet d'une évaluation régulière à notre Commission Exécutive.
Le pôle Organisation Développement de l'Espace « Vie Syndicale » confédéral est le référent de notre union départementale dans la mise en œuvre de notre démarche.
Sous la responsabilité de la CE et du secrétaire général de l'union départementale, ce sont Véronique LAVERGNE et Eric GEREAUD qui auront la responsabilité du suivi de nos axes de travail.
La mise en œuvre de notre projet a été validée par la CE de l'union départementale ;

ANNEXE 3

Stats Adhésions et nouvelles bases

données issues de COGITIEL au 31/08/2021

Union Départementale de : CHARENTE (16)

TOTAL Adhésions 2021	**86**	**Bases Nouvelles 2020**	**1**
continuité	3		
JEUNES - 35 ANS	**27**	**HOMMES**	**59**
Privés d'emploi	**1**	**FEMMES**	**30**
Retraités	**4**	**DDN Non communiquée**	**15**

	nbre adhésions		nbre adhésions
AUCHAN	1	STGA	3
CH CAMILLE CLAUDEL	3	USD	2
MINES ENERGIE	6	AMCOR	1
CHIPC	3	TERRITORIAUX ANGOULEME	7
FAPT	1	TERRITORIAUX CONSEIL REGIONAL	2
COMITE DEPARTEMENTAL PE	1	ISOLES BARBEZIEUX	1
SCGA	1	ADAPEI	1
FINANCES	1		
SDEN	2		
HENNESSY	6		
SMGA	8		
LAMIRANDE	1		
LEROY SOMER	2		
MARTELL	9		
SM COGNAC	1		
NAVAL GROUP	20		
PACKETIS ANGOULEME	1		
RETRAITES DCNS	1		
SNEIP	1		
TOTAL	**69**	**TOTAL**	**17**

TOTAL	**86**

Par UL	ULGA 57, Cognac 22, Charente Limousine 1, Barbezieux 4, Ruffec 2

Nouvelles Bases

UL Grand Angoulême : CLINIQUE ST JOSEPH

Espace vie syndicale : e-mail : orga@cgt.fr

Données issues des déclarations COGETISE arrêtées au 31/08/2021

	FNI				TIMBRES			
UL	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
CHARENTE LIMOUSINE	230	224	169	141	2388	2267	1852	562
COGNACAIS	784	817	751	582	7804	7524	6738	1568
GRAND ANGOULEME	2559	2451	2414	1901	25057	24135	24079	8297
HORTE ET TARDOIRE	119	145	110	102	1342	1488	1134	585
RUFFECOIS	199	208	119	96	2012	1960	1269	447
SUD CHARENTE	242	214	168	124	2459	2248	1786	560
Total général	**4134**	**4059**	**3731**	**2946**	**41063**	**39622**	**36858**	**12019**

comparaison	**75**		**1441**	
M20 2020/2019 (4014 FNI/; 38118 T)		**-283**		**-1260**
Perte financière				**15 750 €**
Part UD				**2 716,88 €**
M8 2021/2020 (2391 FNI/9274 T))		**555**		**2745**
Perte OU Gain				34 312,50 €
Part UD				5 918,91 €
Potentiel 2020		**159**		
Total estimé 2020		**3890**		
		169		

Syndicats sans versement en 2020

UL Charente Limousine: SOFPO (15)

UL Cognac: TERRITORIAUX COGNAC (6), Véolia (11)

UL Grand Angoulême: Association Père le Bideau (10) , SELP/SAS (14) Renault (4). Base Inter ROULLET (13), Ingéliance (7), Onet (7) sont des syndicats fermés sur 2020. **Territoriaux Ruelle/Touvre(4), Crédit mutuel (27) et Deschamps (2) n'apparaissent plus**

UL Horte et Tardoire: PACKETIS (12). Maroquinerie (5) fermé en 2020. Leclerc n'apparait plus

UL Ruffec: SMR (51)

UL Sud Charente: Multipro SC (30)

Syndicats départx: Aide à Dom (21)